

*Questions orales**[Français]*

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, j'aimerais rappeler au député que dans le budget déjà une mesure est prévue pour la petite entreprise, c'est l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise qui apportera un soulagement temporaire aux petites entreprises qui sont dans le besoin, et cela s'applique d'une façon spéciale au genre de préoccupation dont parle le député.

[Traduction]

LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE «ACHETEZ AMÉRICAIN»
POUR LE CANADA

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, même le ministre devrait savoir que le programme dit d'aide à la petite entreprise dont il parle ne va aider que 5 p. 100 des petites entreprises à l'exclusion des 95 p. 100 restants.

Je voudrais poser au premier ministre une question à laquelle il répondra peut-être, vu que cela concerne nos relations directes avec les États-Unis. La société Bombardier, de Montréal, vient d'annoncer l'ouverture d'une nouvelle usine à Barrie, au Vermont, qui va créer 200 nouveaux emplois aux États-Unis plutôt qu'au Canada, et elle le fait directement à la suite de la loi «Achetez Américain» qui existe aux États-Unis. Comme le nouveau président a très clairement indiqué son intention de renforcer cette loi, je voudrais demander au premier ministre ce que le gouvernement compte faire pour inciter le gouvernement américain à modifier cette loi qui compromet sérieusement la situation de l'emploi au Canada.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Pierre ne veut pas répondre.

M. Gray: Madame le Président, nous avons été activement en pourparlers avec le gouvernement américain précédent juste avant l'ajournement de la Chambre. Nous avons eu des entretiens avec l'actuel secrétaire au commerce, M. Klutznick et nous avons l'intention d'entamer des pourparlers avec le nouveau gouvernement américain dès que son nouveau cabinet sera en place.

Je pourrais également signaler que, même si l'usine va créer environ 200 emplois au Vermont, elle a été implantée là-bas pour permettre de créer quelque 400 emplois à La Pocatière au Québec dans le cadre du même contrat. J'espère que mon honorable ami n'y voit pas d'objection.

Mme le Président: Une autre question supplémentaire. Le député de Rosedale (M. Crombie).

M. Broadbent: Seul le ministre de l'Industrie et du Commerce peut s'imaginer que la perte de 200 emplois est une chose avantageuse pour les Canadiens . . .

Mme le Président: A l'ordre. Excusez-moi je suis vraiment désolée. C'était au tour du député d'Oshawa mais j'ai donné la parole au député de Rosedale.

M. Broadbent: J'ignore, madame le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'Ordre. Je dois vous expliquer ce qui est arrivé. J'écrivais le nom du député de Rosedale parce que je l'avais vu se lever pour poser une question plus tard. La parole est au député d'Oshawa.

M. Broadbent: Madame le Président, je ne sais pas lequel de nous deux devrait soulever la question de privilège.

Ma dernière question s'adresse à l'incomparable ministre de l'Industrie et du Commerce . . .

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: J'ai dit «incomparable» avec une pointe d'ironie!

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: N'ayant pu garantir les emplois chez Massey-Ferguson, ayant échoué dans l'industrie automobile, ayant échoué dans la sidérurgie par suite des difficultés engendrées par la loi protectionniste américaine, et après avoir échoué à faire adopter par le cabinet une stratégie industrielle, le ministre va-t-il finir par remplir au moins une des promesses qu'il a faites aux Canadiens, à savoir que s'il n'obtenait pas ce qu'il avait promis, il démissionnerait?

M. Gray: Madame le Président, il faudrait demander au chef du NPD pourquoi il n'a pas démissionné après que son parti eut perdu tous ses sièges dans le nord de l'Ontario et après avoir perdu l'appui des travailleurs de l'Ontario et du reste du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Gray: Quant à nous, madame le Président, au nom du gouvernement du Canada, nous avons pris les mesures voulues pour préserver les 40,000 emplois directement ou indirectement reliés à Chrysler Canada. A condition que le secteur privé fasse sa part, nous sommes disposés à préserver voire, même à accroître, l'emploi chez Massey-Ferguson. C'est ainsi que nous avons fait la preuve que nous étions prêts à préserver, voire même à accroître les emplois des travailleurs canadiens, ce que, sur un autre plan, les néo-démocrates et leur chef n'ont pas réussi à accomplir.

Des voix: Bravo!